

Congrès AFSP Toulouse 2007

TR1 : « Réflexions sur les méthodes en science politique des deux côtés de l'Atlantique »

Session 3- Inférence, contexte, nouvelles approches

GENICOT, Geneviève, PACTE-Politique/Organisation, IEP de Grenoble
DESCHAUX-BEAUME, Delphine, PACTE-Politique/Organisation, IEP de Grenoble
GERMAIN, Séverine, PACTE-Politique/Organisation, IEP de Grenoble

Etudes multiniveaux : quantité ou qualité ? La cuisine rigoureuse de trois thèses en cours

- Merci de ne pas citer sans autorisation des auteurs-

Trois chercheuses aux personnalités éminemment différentes, travaillant sans concertation et selon des protocoles d'enquête différents, ont été frappées de constater, dans leurs trois recherches en cours, des similitudes dans l'attitude méthodologique adoptée face à l'objet concerné. Cette ressemblance apporte des résultats cumulatifs inédits : interrogeant des sujets de recherche très distincts de façon similaire, la collection des trois enquêtes expose de façon solide une réponse méthodologique permettant d'aborder de manière décomplexée l'étude des réseaux d'acteurs multi-niveaux.

Les trois recherches ont en effet en commun l'étude de réseaux d'acteurs intervenant à plusieurs niveaux : local, national, européen. Pour les besoins de la démonstration, nous optons ici pour une définition *a minima* des « réseaux d'acteurs » comme des systèmes de relations plus ou moins stables¹. La démarche qualitative adoptée prend le parti pris épistémologique d'étudier l'objet de recherche au prisme de sa complexité, ce qui signifie en l'occurrence s'approcher au plus près des individus qui composent ces réseaux. Norbert Elias a montré en quoi l'individu peut être considéré comme un concentré du monde social de l'époque dans laquelle il vit et évolue (Elias, 1991). Mais de quel monde s'agit-il ? Les acteurs impliqués à différents niveaux géographiques d'un réseau participent-ils du même monde ? En outre, la position institutionnelle ou professionnelle des acteurs a des implications évidentes sur leur parole, comme le souligne notamment Graham T. Allison dans son étude de la crise de Cuba : « You speak from where upon you stand » (Allison & Zelikow, 1999: 71). Cette assertion doit sans doute être élargie pour considérer les différents « where upon » en question, qu'ils soient professionnels, géographiques ou sociaux. Nous nous intéressons donc

¹ La définition de la notion de réseau mériterait à elle seule une communication entière, aussi ne la traiterons-nous pas aujourd'hui. Il convient néanmoins de rappeler qu'elle est apparue dans les sciences sociales par l'intermédiaire d'un article de l'anthropologue britannique John Barnes en 1954. Mais si l'on remonte encore plus loin dans le temps, force est de constater que la tradition sociologique s'est intéressée dès le début du XXe siècle, avec Simmel, à la question des relations entre personnes et groupes sociaux. La sociologie relationnelle de Simmel constitue une première étape pour penser la forme des interactions entre individus ou groupes sociaux, dans la mesure où le sociologue allemand estime que les structures tendent à émerger des interactions et exercent ensuite sur elles une contrainte formelle, qui n'est toutefois pas à confondre avec un déterminisme mécanique (Simmel, 1999).

aux trajectoires professionnelles ou carrières militantes des acteurs, à leur(s) appartenance(s) organisationnelle(s), aux niveaux géographiques auxquels ils opèrent et à leurs déplacements spatiaux ; il s'agit en outre de retracer le réseau des individus et de comprendre en quoi ils peuvent ou non coopérer en fonction des éléments qu'on vient de citer. Chacune des trois recherches a connu un niveau de départ spécifique (local ou national) à partir duquel s'est alors tissée la toile d'une étude sur plusieurs niveaux. Nous avons toutes trois opté pour une approche de type *grounded theory* (Glaser & Strauss, 1967): conscientes de l'existence d'une littérature diversifiée sur les réseaux d'acteurs, nous avons néanmoins préféré partir de l'étude de nos réseaux d'acteurs multi-niveaux, pour ensuite rattacher nos observations aux analyses disponibles. Nous avons, en quelque sorte, considéré chacun des acteurs observé comme un acteur particulier, situé à l'intersection de plusieurs univers, rejoignant ainsi les notions de « brokers » (McAdam, et al., 2001), « relais » organisationnels (Grémion, 1976), « marginaux sécants » (Crozier & Friedberg, 1977) ou « passeurs » (De Maillard, 2004), utilisées pour qualifier ces acteurs qui agissent entre sphères organisationnelles, sociale et politique, militante et administrative, scientifique et opérationnelle. Le choix d'aborder chacun des acteurs comme multi-situé –nous inspirant ainsi de l'ethnographie multi-située (Marcus, 1999)- nous a permis une appréhension fine des identités multiples dont ces derniers sont porteurs. Nous défendons donc ici l'idée de l'impossibilité d'appréhender de manière autre que qualitative la complexité des réseaux d'acteurs. Aussi tenterons-nous, après une rapide présentation de nos objets de recherche et méthodes d'enquête, de faire dialoguer démarches qualitatives et quantitatives pour mieux souligner les apports de notre approche.

PRESENTATION DE NOS TERRAINS ET METHODES

La thèse de D. Deschaux-Beaume sur le rôle des acteurs politico-militaires français et allemands dans la genèse de la politique européenne de défense depuis les années 1990 vise à percevoir les modes d'interaction entre les acteurs situés aux niveaux national (Paris et Berlin) et européen dans la genèse et la production au quotidien de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD). La recherche repose sur un dispositif méthodologique basé sur 120 entretiens semi-directifs (basés sur une grille d'entretien croisant questions ouvertes et fermées, thématiques et analytiques) à Paris, Berlin, Bruxelles et Bonn, suivant une technique de « ricochet » (quadrillage des réseaux d'acteurs), complétée par des analyses de contenu (textes officiels, discours politiques, articles de presse) et quelques heures d'observation participante, dans la mesure du possible étant donné le sujet². Plus précisément, cette technique du ricochet part d'un postulat simple : l'accès aux différents interlocuteurs peut se faire en « ricochant » de l'un à l'autre, c'est à dire en demandant au fur et à mesure aux acteurs avec qui ils travaillent tant au niveau national et bilatéral qu'europpéen, et en se dirigeant vers les personnes évoquées. En l'occurrence, observation et explication tendent à se façonner l'une l'autre³, visant à découvrir, suivant Weber, ce qui est institué dans les acteurs, soit ici la façon dont le phénomène d'europpéanisation est ou non présent chez les interlocuteurs.

De son côté, la recherche de S. Germain porte sur une comparaison franco-italienne des politiques locales de sécurité, fondée sur l'étude des villes de Lyon, Bologne, Grenoble et Modène. Sa méthode d'enquête repose essentiellement sur une soixantaine d'entretiens semi-

² Le domaine de la défense pose au chercheur la difficulté d'accès aux documents internes, qui sont classifiés, souvent non classés et au bon vouloir de nos interlocuteurs. Quant à l'observation de réunions, elle ne nous a été possible qu'une fois en Allemagne grâce à notre laboratoire d'accueil.

³ Ibid.

directifs, décomposés en une partie d'ordre ethnographique (Beaud, 1996), où elle demandait aux acteurs de décrire leur activité, et une partie fondée sur l'administration d'un questionnaire, construit dans le but d'appréhender de manière rigoureuse et systématique les réseaux d'acteurs dans les quatre villes étudiées. S'inspirant de l'analyse structurale des réseaux –et notamment des applications qu'en a fait Benoît Dupont dans le domaine de la sécurité (Dupont, 2004, 2007)– elle a repris la déclinaison en sept dimensions d'analyse des réseaux d'action publique (Hassenteufel, 2000: 112-113) et élaboré différents indicateurs pour les appréhender via les questionnaires. Par exemple, pour chacun des partenaires organisationnels qu'elle avait au préalable listés, son interlocuteur devait lui indiquer la nature de son partenaire (fonction au sein de l'institution), la fréquence des contacts (pour définir la densité du réseau), leur nature et dans quel cadre ils avaient lieu (ceci afin de cerner la dimension formelle/informelle des rapports). Elle a identifié ses interlocuteurs initiaux à partir des organigrammes municipaux, avant de recourir elle aussi à la méthode du « ricochet » pour quadriller ses quatre réseaux d'acteurs. En outre, elle a pu mener une observation des réunions annuelles du Forum Italien pour la Sécurité Urbaine (Fisu) et du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (Fesu) en 2005, qui lui ont permis de cerner les stratégies mises en œuvre par les acteurs municipaux de la sécurité au niveau national et européen.

Enfin dans le cadre de sa thèse consacrée à l'eupéanisation (ou à la non-eupéanisation) de la représentation étudiante, G. Genicot a étudié les réseaux de la représentation étudiante (syndicats et associations) dans 4 pays : Belgique, France, Italie et Portugal. Le niveau européen a également été étudié en tant que tel, à travers la fédération européenne ESU, *European Student's Union* (ex ESIB), mais aussi les Forums européens de l'éducation et la partie étudiante des réseaux altermondialistes. Cette étude a utilisé 63 entretiens, une centaine de conversations informelles, l'observation participante de réunions de travail et de manifestations diverses. G. Genicot a même obtenu l'entrée dans certains groupes sous une identité institutionnelle, ce qui lui a permis de vivre le rôle de ses acteurs pour mieux les comprendre. Une filature a été réalisée sur les individus afin de remonter leurs réseaux sur les niveaux local, national mais aussi international, européen ; chaque morceau de réseau épuisé, il a été cherché un nouveau point de départ, afin de quadriller le terrain. Les points de départ nouveaux ont été choisis au hasard étant donné la vaste étendue du terrain. Pour comprendre la réalité de la représentation dans une ville universitaire, n'importe quel point de départ valait autant qu'un autre, du moment qu'il nous faisait découvrir des parties de réseau social liées à la représentation étudiante. Cherchant à dépasser les frontières des pays étudiés pour saisir les logiques transnationales, elle s'inscrit aussi dans l'idée d'une ethnologie multi-située, qui réfute la monographie signifiante pour chercher le sens d'un objet dans sa multiplicité géographique. L'autocritique permanente de l'implication de l'ethnologue sur le terrain complète le dispositif méthodologique.

Les trois démarches présentées ici sont résolument qualitatives, dans la mesure où nous concevons la problématique de nos recherches respectives comme « une tension construite par le chercheur entre des savoirs insuffisants [sur l'objet] et des phénomènes observés » (Mucchielli & Paillé, 2003: 16) sur le terrain. Les postures théoriques disponibles pour l'étude des réseaux -et plus particulièrement les approches quantitatives reposant sur l'analyse structurale- ne rendant pas compte de ce que nous pouvons observer empiriquement, nous avons a priori choisi d'embrasser une perspective plus large en allant sur le terrain et en faisant dialoguer nos hypothèses et intuitions de départ avec le recueil de nos données empiriques, de façon inductive. En outre, notre posture compréhensive relève d'une approche de type ethnologique (Beaud & Weber, 1997): l'enjeu de notre recherche est de comprendre nos objets de l'intérieur, d'en saisir les logiques intrinsèques, ce qui nous amène, dans notre

posture d'enquêtrices, à nous positionner dans certains cas « du côté » des acteurs observés pour mieux pénétrer leur contexte d'évolution et cerner leur positionnement au sein du réseau et leur schéma d'action. Et cette méthodologie nous a amenées à découvrir des éléments jusque-là rarement évoqués dans la littérature concernant nos sujets, nous permettant de réinvestir alors la dimension conceptuelle avec nos résultats de terrain.

DE L'INTERÊT DE L'ETUDE QUALITATIVE DES RESEAUX SOCIAUX

La notion de réseau, qui vise schématiquement à désigner des ensembles de relations entre personnes ou groupes sociaux s'est largement répandue en sciences de l'homme et de la société depuis le début du XX^{ème} siècle. Le courant d'analyse structurale des réseaux en a tout particulièrement fait son objet de prédilection, en s'appuyant sur une méthodologie quantitative. Elle vise à comprendre les structures sociales et leur devenir à travers l'analyse de réseaux (Degenne & Forsé, 1994), notamment à l'aide de graphes et de mesure de la densité et de la connexité du réseau. Le protocole de recherche de ce type de démarche repose essentiellement sur l'administration de questionnaires quantitatifs qui sont ensuite traités par des logiciels informatiques et modélisés afin de mesurer la fréquence des relations entre membres d'un réseau donné, et la forme de ces relations (réciproques, univoques...). Une telle démarche connaît néanmoins des limites méthodologiques, dont nous exposons ici celles qui nous semblent les plus criantes.

Une forte labilité du réseau

Un problème majeur de l'analyse quantitative ou structurale de réseau est qu'elle ne permet pas réellement de prendre en compte la labilité du réseau, caractéristique qui peut pourtant s'avérer déterminante. Dans le cas de la thèse sur l'europanisation du mouvement étudiant, la population cible se révèle extrêmement labile, les étudiants engagés se renouvelant rapidement. Dès lors, que signifie mesurer la fréquence des relations entre deux personnes qui ne resteront engagées qu'une ou deux années dans le mouvement étudiant ? Les situations sont par ailleurs très variables : élus très actifs, élus désengagés, électrons libres qui disparaissent pendant un temps de la mobilisation, périodes d'examens ou de rédaction de mémoire suspendant l'activité militante, séjours Erasmus à l'étranger, stages, vacances tout simplement... Les chances de labilité sont multipliées dans le cas d'une implication au niveau international : manque de moyens pour s'investir dans des voyages, repli sur les études ou disparition du réseau d'autant plus facile que le cercle d'engagement est loin...

Dans le cas de la thèse sur la genèse et la mise en œuvre de la politique européenne de défense, si les acteurs tendent en réalité à évoluer pour changer de poste au sein du réseau, il n'en reste pas moins que les affectations sont en moyenne de deux à trois ans pour les militaires comme pour les diplomates, et ce tant en France qu'en Allemagne, dans les capitales et dans les organes européens. En outre, les alternances politiques viennent encore accentuer le turn over qui se produit au sein du réseau : pour ne donner ici qu'un exemple, le Premier Secrétaire de l'Ambassade de France en Allemagne, chargé entre autres de faire le lien entre le Quai d'Orsay et l'Auswärtiges Amt sur les questions stratégiques et de défense européenne, se retrouve après l'élection de Nicolas Sarkozy à la Présidence de la République à un poste de conseiller technique du Premier Ministre, sur des sujets sensiblement différents. Ce turn over se retrouve également dans la recherche sur les politiques locales de sécurité : les préfets et procureurs français, signataires avec les maires des contrats locaux de sécurité, changent de postes au gré de leurs affectations, au même titre que nombre de

fonctionnaires –nationaux ou territoriaux- qui jouent un rôle fondamental dans l’animation au quotidien de ces « partenariats » et donc dans l’entretien des réseaux.

Un autre élément de labilité des réseaux est que les relations entre les personnes tendent à évoluer au fil du temps au sein du réseau. Dès lors, l’étude des réseaux par les fonctions n’apporte guère d’information pertinente : à un même poste ; la fonction sera remplie différemment par deux acteurs distincts, en fonction de leur socialisation personnelle et professionnelle, de leur propre carnet d’adresse qui peut parfois faciliter le traitement de dossiers ou au contraire en bloquer l’aboutissement. Une analyse en termes quantitatifs se trouve désarmée face à ce phénomène, et ne peut prétendre saisir les liens intuitu personae qui ont cours entre les membres du réseau et qui en constituent un liant invisible de l’extérieur et pourtant déterminant. Ainsi par exemple, dans le cas de la thèse sur la genèse et la mise en œuvre de la politique européenne de défense, l’enquête a permis de se rendre compte combien cette caractéristique compte : les phases de proposition les plus actives, que ce soit en France ou en Allemagne, laissent apparaître des acteurs ayant de multiples liens personnels dans tous les organes institutionnels concernés (Elysée, Chancellerie, ministères de la Défense et des Affaires Etrangères, organes bruxellois). Un cas est ici tout à fait révélateur : Jean-Claude Mallet, énarque et conseiller d’Etat, a été membre du cabinet de Pierre Joxe, puis directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense (1992-1998), puis secrétaire général de la Défense Nationale entre 1998 et 2004. Il a par conséquent suivi le dossier de la défense européenne depuis le début, évoluant de poste en poste au sein de la configuration spécifique des acteurs qui en sont chargés. Ce cas n’est pas rare non plus chez les conseillers inconnus du grand public. De même, la recherche relative aux politiques locales de sécurité a mis en exergue l’influence d’un noyau dur d’acteurs politico-administratifs originaires de la région d’Emilie-Romagne, proches du Parti Communiste puis de ses héritiers, dans les tentatives de structuration d’une politique de sécurité au niveau national en Italie, sous les gouvernements successifs de centre-gauche et centre-droit. Dans le cas de l’étude sur les étudiants européens, on remarque l’influence déterminante des acteurs qui sont les « passeurs » entre niveaux national et international : bien souvent, les niveaux de représentation inférieurs ne s’intéressent (ou non) à l’Europe qu’en raison d’une sympathie (ou antipathie) pour celui qui fournit l’information internationale, les compteurs étant remis à zéro lors de la sortie de ces militants du mouvement étudiant. Ceci soulève la question de la mémoire et de l’institutionnalisation dans le temps des réseaux, éléments difficilement quantifiables.

En outre, les problèmes de labilité et de structuration à long terme des réseaux, peuvent se trouver décuplés par une absence de mémoire institutionnelle. Si ce type de problème se rencontre relativement rarement dans le cas de réseaux constitués par des acteurs institutionnels issus des ministères publics, il en va autrement pour le cas des réseaux de type associatif notamment : traversant les années, faisant le lien entre les équipes, les permanents sont les seuls à pouvoir situer les événements dans le temps long, et donner aux processus d’apprentissage toute leur mesure. Or comment des logiciels, des questionnaires quantitatifs ou des graphes peuvent-ils justement résoudre un tel problème ? Il nous semble que la démarche qualitative et compréhensive, travaillant sur le discours des acteurs, permet par contre d’accéder à de telles informations. Notre démarche qualitative nous offre des moyens de pénétrer l’épaisseur temporelle des réseaux étudiés, élément par nature non quantifiable, justement en ne nous tenant pas à une étude des fonctions au sein du réseau, mais en interrogeant les acteurs tant anciens qu’actuels.

Un autre élément de labilité peut parfois être la question financière : la taille du réseau peut se trouver fortement dépendante de l’attribution de subventions ou de budgets publics ou privés selon les cas, en hausse certaines années, en baisse à d’autres périodes. En ce qui concerne l’action étudiante internationale par exemple, la variation du budget de l’association, en fonction de l’attribution de subventions, influence la présence des organisations lors de

réunions internationales. Ce problème est souvent moins aigu dans le cas de réseaux d'acteurs constitué par des ministères publics, même s'il peut être rencontré. Il existe par exemple un programme d'échange de personnels militaires et diplomatiques entre la France et l'Allemagne en vue de faciliter la coopération militaire bilatérale et européenne. Or pour des raisons financières, le ministère fédéral de la défense a dû opter à l'été 2006 pour la suppression d'un poste d'officier d'échange français à l'Etat-Major de la Marine de Bonn, affectant le poste libéré à un autre service et donc à un fonctionnaire allemand.

Enfin, la labilité de réseaux est fonction même du nombre d'acteurs qui le composent : autrement dit, plus le réseau compte de personnes, plus il est sensé être labile. Et plus le réseau s'ancre dans la durée, plus il comptera d'acteurs qui gravitent directement et indirectement en son sein, en façonnant le fonctionnement. Le nombre de personnes auprès duquel il faudrait enquêter serait donc énorme. Idéalement, un questionnaire devrait être destiné à tous les membres du réseau étudié. Mais la labilité de la population multiplie son étendue. Et distribuer un questionnaire requerrait une connaissance approfondie du terrain : il ne s'agirait pas simplement d'envoyer le questionnaire par la poste aux acteurs cibles, mais également à leurs relations indirectes qui participent aussi du réseau. Là encore, force est de reconnaître la vertu de la méthodologie qualitative.

On le voit, les problèmes insolubles par l'analyse structurale ne laissent guère d'autre possibilité méthodologique que d'aller sur le terrain, et d'en tirer des résultats qui viendront modeler les présupposés théoriques mobilisés en amont lors de la phase de problématisation du sujet. Le dernier point évoqué quant au nombre d'individus composant la population utile du réseau nous amène tout naturellement à considérer une question majeure, celle des frontières du réseau étudié.

Postulat de l'infinitude et question des frontières du réseau

Une autre limite objective de l'analyse quantitative de réseau consiste en la question des frontières du réseau étudié, qui sont souvent loin d'être claires et fixes. Or justement, l'approche dominante, soit l'analyse structurale, tend à prendre pour objet d'étude des « réseaux complets », souvent de taille restreinte et délimités par des frontières socialement instituées (frontières du groupe, d'une institution...) (Mercklé, 2004: 11-14). Le problème qui émerge immédiatement est d'ordre tant empirique qu'épistémologique : si l'on considère, avec l'anthropologue britannique Barnes (1954), l'hypothèse de non-finitude des réseaux⁴, soit qu'un réseau ne connaît en théorie pas de limites tranchées et peut se révéler « potentiellement infini » (Ferrand, 1997), et que le seul « réseau complet » est celui constitué par l'ensemble des individus à l'échelle de toute la planète, tout découpage d'un fragment de ce réseau relève donc d'un choix méthodologique propre au chercheur, qui fixe lui-même des limites au réseau qu'il entend étudié afin de pouvoir le modéliser. Crozier et Friedberg ont bien mis en évidence cet angle mort :

« Car, dans une telle perspective, l'extension et les limites du système d'action pertinent qui sous-tend une organisation, et conditionne en dernier ressort la capacité d'action de ses membres, ne sauraient être définies de façon *a priori* par les frontières officielles de celle-ci, ni par des critères formels tels que l'appartenance ou la non-appartenance à cette même organisation. Elles deviennent elles-mêmes problème et objet de recherche et ne pourront être déterminées qu'en fin de parcours, lorsqu'on aura inventorié le ressort de l'organisation, c'est-à-dire " l'extension et la nature de la population individuelle ou groupale intéressée par les effets de l'organisation et susceptibles d'y réagir ", et lorsqu'on aura pu analyser son " élasticité ", c'est-à-dire les moyens et

⁴ Hypothèse opérationnalisée par le psychologue américain Stanley Milgram qui l'intitule le « problème du tout petit monde ».

les processus qui existent " pour mobiliser ou démobiliser les membres du ressort ". » (Crozier et Friedberg (1977 : 179-180).

La limite la plus reconnue de la démarche quantitative par échantillonnage est son absence de prise en compte de la dimension cognitive des réseaux, dimension qu'une approche qualitative par le biais d'entretiens avec les acteurs du réseau permet au contraire d'étudier pour en tirer des conclusions quant au fonctionnement du réseau.

L'usage de graphes peut rapidement s'avérer impossible si la taille du réseau est importante, rendant la modélisation graphique illisible. Et la solution d'utiliser des « réseaux personnels » limite à la fois le choix des objets d'étude, et la qualité des données potentielles à recueillir : Degenne et Forsé parlent en effet de « données structurales assez frustes : volume, fréquence [...], voire densité des relations au sein des réseaux » (Degenne & Forsé, 1994 : 37). Dès lors, une approche qualitative révèle toute sa richesse dans la mesure où elle permet de faire émerger le contenu des relations entre membres du réseau, contenu qui est au moins aussi important que la forme du réseau puisqu'il peut en déterminer la plus ou moins grande stabilité, et tisser la toile des acteurs qui en font partie et disent s'y reconnaître.

Comment, dans nos trois enquêtes, tentons-nous de répondre à ces limites avec nos démarches méthodologiques respectives? Leur trait commun principal, outre l'orientation résolument qualitative, réside en une démarche compréhensive. Inspirée en particulier de la sociologie de Max Weber, cette dernière cherche à comprendre la logique interne de l'action d'un acteur donné. Au niveau méthodologique, cela revient à mettre l'informateur en vedette en adoptant une position « inférieure » (Kaufmann: 1996) : le chercheur tâche de pénétrer le monde des acteurs en les écoutant et en apprenant d'eux, voire en participant à ce qu'ils font quand cela s'avère possible (problématique du *going native* (« devenir indigène »)) (Mucchielli & Paillé, 2003: 229), pour ensuite « ressortir du terrain » au moment de l'interprétation. La posture compréhensive nous permet ainsi de répondre à ces problèmes de labilité et de limites du réseau.

Dans la recherche sur la défense européenne, les postes politico-militaires, tant en France qu'en Allemagne et à Bruxelles, durent en moyenne 2 à 3 ans, ce qui laissait présager une forte labilité de ce réseau d'acteurs spécifique. Or l'enquête qualitative par entretiens a mis en évidence un élément qu'une étude par fonctions ou types de postes ne pouvait pas montrer : il existe en réalité une grande stabilité des acteurs de ce réseau. Plus précisément, si le *turn over* est relativement élevé, l'étude minutieuse de cette configuration spécifique d'action publique montre qu'en réalité, l'analyste se retrouve souvent face aux mêmes interlocuteurs, évoluant de poste en poste au sein du réseau. Par conséquent, nous avons opté pour une approche théorique en terme de sociologie historique de l'action publique, plutôt que de néo-institutionnalisme historique : la focale est centrée sur les acteurs, car ce sont eux qui font évoluer les institutions. En effet, une des caractéristiques de ce réseau d'acteurs est l'existence déjà mentionnée de liens *intuitu personnae* entre ses membres. Ils se connaissent généralement depuis plusieurs années, ont souvent suivi des formations ensemble dans les institutions de formation politico-militaire supérieures s'adressant aux officiers et aux civils (Collège interarmées de défense, IHEDN, Führungsakademie der Bundeswehr, Bundesakademie für Sicherheitspolitik). Dès lors, il existe également entre eux des liens cognitifs, générés justement par les formations communes, les échanges de personnels, les liens institutionnels réactivés régulièrement à l'occasion des sommets et rencontres européens et bilatéraux. Cette dimension cognitive, qu'une analyse quantitative ne permet guère de prendre en compte, participe justement du traçage des contours du réseau d'acteurs sous-tendant la PESD.

Dans le cas des politiques locales de sécurité, les limites du réseau d'acteurs opérant au niveau local peuvent également être établies dans une perspective cognitive, en fonction

des conceptions mêmes de la sécurité que nourrissent les acteurs. Ainsi, si certains de nos interlocuteurs incluait par exemple les pompiers dans leur réseau d'interrelations professionnelles, d'autres mentionnaient plus spontanément des universitaires (mobilisés dans le cadre d'évaluations des politiques menées) ou des réseaux de collectivités comme le Fisù en Italie. S. Germain a donc pu identifier d'une part, plusieurs niveaux hiérarchiques de relations au sein des réseaux (direction, intermédiaire, opérationnel), et d'autre part, une fracture nette entre acteurs de la « sécurité » et acteurs socio-éducatifs relevant de la « prévention », tant à chacun des niveaux hiérarchiques d'interrelation qu'au sein d'une même institution (une municipalité, par exemple). Ce constat l'a amenée à envisager une analyse en terme d'institutionnalisme centré sur les acteurs, faisant de l'identité professionnelle le facteur le plus déterminant du comportement des acteurs au sein des réseaux étudiés, que seules des impulsions organisationnelles peuvent tenter d'infléchir. En partant de ses observations empiriques, elle a ainsi pu étoffer l'institutionnalisme centré sur les acteurs, trop souvent incapable d'explicitier les modalités de hiérarchisation et d'évolution des préférences des acteurs.

Les représentants étudiants européens constituaient dès l'abord une population aux contours mouvants, non seulement inidentifiable statutairement (il y a des élus inactifs, des satellites d'organisations très actifs mais non élus) mais encore difficilement joignable ou repérable géographiquement (locaux peu visibles, sans poste téléphonique, permanences non assurées), et en outre soumise à un turnover hallucinant. Nous avons donc cherché à retracer les réseaux, « des » réseaux, en partant chaque fois d'individus différents et en écoutant ce qu'ils nous disaient de leurs réseaux en amont, en aval, et dans d'autres pays. Les relations interindividuelles ont également été observées en actes lors de réunions nationales ou internationales. Les limites du réseau réel qui « fonctionne » sont alors les limites de l'interconnaissance. La conclusion est alors qu'un noyau dur d'individus, actifs depuis plusieurs années et ayant parcouru les échelons local, national et européen, sont les véritables piliers de la représentation étudiante face à l'Europe, alors que d'autres individus constituent des piliers du mouvement étudiant mais dans les frontières de leur pays, au niveau local ou national. Ainsi l'existence d'une fédération étudiante européenne demandait-elle à être étudiée qualitativement, pour voir jusqu'où les liens réels portaient une réelle collaboration, et qui faisait partie, au-delà des attributions officielles, de la construction d'une réelle coopération européenne.

Ces éléments répondent à ce qui constitue une des limites de la démarche de recherche quantitative. Cette dernière pose en outre la question du contexte de constitution du corpus de données, et plus précisément du rôle de ce contexte dans la construction des données de l'enquête.

LA CONTEXTUALISATION DES DONNEES

L'une des limites majeures d'une approche quantitative des réseaux d'acteurs touche à la question du contexte. La contextualisation des données recueillies par questionnaire est indispensable pour restituer la complexité des relations et appréhender la boîte noire de leurs motivations. Ce processus de contextualisation ne peut être mené de manière pertinente que par l'entretien et/ou l'observation (participante) (Gans, 1999) dans la mesure où le « contexte » ne peut être défini *a priori*.

Les conclusions que formule B. Wellman (1988; Wellman, et al., 1988) illustrent la nécessité de contextualisation des données recueillies sur un mode quantitatif. Menant en

1968 avec A. Hall une enquête à Toronto sur les systèmes de liens sociaux auprès de 845 adultes, il conclut que les systèmes denses de liens sociaux bien intégrés ne sont pas nécessairement des facteurs de soutien ou de bien-être. En 1978, il reprend un sous-échantillon de 33 personnes, auprès desquelles il réalise des entretiens très approfondis sur leurs relations, pour comprendre le système relationnel global dans lequel elles s'insèrent ; il en conclut que la grande ville permet l'apparition d'une multitude de « cercles » sociaux, reprenant ainsi l'idée de cercle de Simmel. Cette succession de deux méthodes indique que la quantification a son intérêt et permet des conclusions importantes, mais que le chiffre livre une information qui ne recoupe pas celle qu'apporte le discours d'un individu sur le fonctionnement de ses relations. Pour le dire autrement, la quantification peut fournir un schéma des relations que tissent les acteurs, mais dont la légende serait erronée ou manquante. Lors de l'administration des questionnaires en face à face, S. Germain a fait le même apprentissage de la nécessité de contextualisation des données recueillies. En effet, il est rapidement apparu que les acteurs ainsi interrogés se sentaient obligés de formuler des précisions, refusant par là même le principe de la simplification des réponses imposée par le questionnaire. Nous avons alors pris le parti de tirer avantage des limites de cette pratique, renversant en cela la critique formulée par H. Becker à l'encontre des questionnaires.

« Selon le type de recherche que vous effectuez, cette liberté accordée à la personne interviewée pourra à juste titre vous sembler préjudiciable. Si vous voulez que les gens choisissent une réponse parmi la petite liste que vous leur présentez (c'est parfois, mais pas nécessairement, le but de l'enquête par questionnaires) afin de pouvoir compter combien de personnes ont choisi chacune des réponses, vous n'avez aucune envie d'entendre parler de possibilités non prévues par votre liste; elles devront aller se ranger sous la rubrique « autres » et ne pourront vous être d'aucune utilité. Mais dans le type de recherche que je menais, et que je mène toujours, je m'intéressais à quelque chose d'autre. Je voulais arriver à connaître toutes les circonstances d'un événement donné, tout ce qui gravitait autour de cet événement et toutes les personnes qui y étaient impliquées. [...] En parlant aux gens, je m'attendais simplement à apprendre des choses qui puissent enrichir ma collection et qui me permettent d'affiner ma compréhension et mon analyse de la situation [...] notamment des choses auxquelles je n'avais pas pensé. » (Becker, 2002: 108)

Plus que les réponses standardisées obtenues, ce sont finalement davantage les remarques, critiques et précisions ajoutées par les acteurs qui ont constitué une riche source d'information au préalable non envisagée. Ainsi, plusieurs acteurs nous ont expliqué, par exemple, dans quelle mesure la fréquence de leurs relations n'était pas quantifiable à leurs yeux, faisant émerger, dans certains cas, une logique d'interaction uniquement fondée sur la résolution des problèmes que nous n'avions pas envisagée au préalable.

Le « contexte » ne peut être appréhendé de manière qualitative car nous soutenons qu'il est *a priori* indéfinissable. Prenons, à titre d'exemple, l'analyse des politiques publiques : il n'existe pas, dans la littérature, de définition stabilisée du « contexte ». Mentionnant l'« effet localité », certains auteurs soulignent les « spécificités des territoires » (population, administrations, entreprises, histoire, environnement physique, etc.) (Cole & John, 2000: 252). Les villes sont définies comme des « entités uniques avec des systèmes politiques, des structures administratives, des mémoires historiques, des traditions politiques et cultures propres qui affectent profondément la pratique du politique et de la prise de décision » (Cole & John, 2001: 16). Les deux auteurs voient dans la nature du leadership politique local, la taille des villes, leur dimension spatiale et leur organisation administrative les éléments du contexte les plus influents (2001: 150). Evacuant la notion problématique de « culture », P. Le Galès parle, quant à lui, des « caractéristiques de structure de la société locale » (2003 : 382), identifiant ainsi quatre grands ensembles : institutionnel et politique, économique, social, associatif.

L'absence de définition partagée de la notion de « contexte » nous semble illustrer l'impossibilité d'en fixer les contours de manière déductive. Si l'on entend par « contexte » l'ensemble des ressources mobilisables par les acteurs, alors la remarque des tenants de l'analyse stratégique, qui nous mettaient déjà en garde contre les vaines tentatives de quantification des ressources, demeure pertinente :

« Elles [les ressources] doivent aussi s'analyser comme des artefacts, comme autant de béquilles que les acteurs organisationnels -en se servant des données « objectives » d'une situation en fonction de leurs ressources matérielles et culturelles propres- « inventent » pour pouvoir bâtir et vivre leurs échanges au sein d'un ensemble finalisé.

Il faut donc se garder de tout raisonnement du genre : telle source d'incertitude « objective », structurelle aux mains de tel groupe, de tel pouvoir, donc tel comportement ou telle stratégie de la part de ce groupe. Il n'y a en la matière aucun déterminisme simple. » (Crozier & Friedberg, 1977: 84).

Le contexte, quel que soit les éléments qu'il recouvre, fait l'objet d'une évolution temporelle, d'une part, et d'une réappropriation par l'acteur, d'autre part, si bien que toute spécification a priori nous semble impossible. Cet élément rend les tentatives de contextualisation opérées par l'approche quantitative, de notre point de vue, particulièrement hasardeuses. Seul l'entretien permet d'appréhender le contexte dans la pluralité de ses dimensions.

Le contexte de la prise de parole : l'observation de terrain

L'entretien permet donc d'aller plus loin dans la recherche d'information. Mais la qualité des relations des acteurs reste parfois masquée lors d'un entretien, surtout si l'acteur interrogé entend camper sur une position de représentant de l'institution⁵, qui ne lui permet de révéler que les positions officielles de l'organisation. On touche là à la question de la subjectivité de la parole, à la question : « qui est celui qui parle lorsqu'il parle ». Dès lors, une observation sur le terrain de la véritable qualité des relations s'avère un complément indispensable si l'objet de recherche le permet. (Il faut pour entrer sur le terrain adopter une démarche ambitieuse, et parfois éviter les demandes trop explicites pour éviter les rejets.) Plusieurs exemples tirés des trois recherches vont à présent éclairer le propos en montrant clairement les apports de l'observation.

D'abord des exemples de mensonges éclaircis dans le cadre de la recherche sur les étudiants. En 2001, l'UNEF Grenoble et ATTAC Campus Grenoble n'entretiennent aucune relation alors que leurs organisations nationales, l'UNEF et ATTAC, ont lancé une campagne commune sur « L'éducation n'est pas une marchandise ». Cependant aucune des deux organisations ne déclare explicitement son animosité dans les entretiens ou les conversations informelles, bien que la réticence soit évidente. G. Genicot les encourage à rassembler leurs énergies et les organisations lui répondent qu'elles pourraient bien lancer une action commune. Mensonge qui apparaît lorsqu'au cours d'une Assemblée générale un élément d'ATTAC Campus lance « Aux chiottes l'UNEF » et lorsqu'au cours de la préparation d'actions de protestations dans l'entre-deux-tours des présidentielles de 2001, nous entendons dire à propos d'un partage de tâches, par ATTAC Campus à propos de l'UNEF : « Je ne sais pas [ce qu'ils feront], mais c'est leur vie ».

Un exemple plus audacieux de percée sur le terrain dans la même enquête : en 2005, lors du *Board Meeting* de l'ESU, G. Genicot obtient mandat dans la délégation de l'organisation belge francophone FEF, et est donc présente sur place comme représentante

⁵ Sur la difficulté d'interroger des élites, voir Cohen (1999).

officielle « infiltrée ». Puisque les autres représentants européens de la fédération viennent lui parler comme à une représentante belge, les autres Belges, afin d'éviter les bourdes, la mettent au courant des relations parfois ambiguës avec certaines délégations, dont officiellement les relations sont excellentes. Elle entend ainsi dire à propos d'une autre délégation, officiellement amie : « On est amis avec eux, mais bon, pas trop. » Parole qu'il aurait été impossible de recueillir en entretien.

Dans le cas de la recherche sur la défense européenne, D. Deschaux-Beaume a pu constater aussi combien le contexte de la prise de parole peut influencer le propos recueilli. Un exemple parmi d'autres se révèle particulièrement éclairant : un colonel anciennement à un poste de responsabilité de la Brigade Franco-Allemande en vantait les mérites et cherchait à minimiser au maximum les problèmes de terrain que cette unité rencontre en réalité. Nous l'avons à nouveau rencontré quelques mois plus tard au secrétariat du Conseil Franco-Allemand de Sécurité et de Défense, et lui avons posé des questions sur les problèmes concrets que pose la multinationalité dans le domaine militaire, en évoquant plus particulièrement le cas de cette brigade : le discours avait sensiblement changé pour devenir critique, voire sceptique sur certains points. On rencontre également ce cas de figure avec les acteurs travaillant entre les capitales et Bruxelles.

De même, assistant à la réunion annuelle du Forum Italien pour la Sécurité Urbaine (Fisu)⁶, suivie de celle du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (Fesu)⁷, Séverine Germain a pu comprendre la stratégie des acteurs locaux italiens menée aux niveaux national et européen. Les variations dans les propos tenus par le Président du Fisu selon son auditoire (les collectivités locales italiennes puis l'ensemble des collectivités membres du Fesu) ont confirmé les tensions existant entre le Centre italien et sa périphérie sur la question des compétences de chacun en matière de sécurité urbaine⁸ et la stratégie de lobbying du Fisu, au sein du Fesu, pour imposer ces problématiques à la Commission Européenne, dans l'espoir d'obtenir des directives contraignantes pour les gouvernements nationaux. En un mot, l'observation de ces réunions nous a permis de cerner très clairement la stratégie de changement d'arènes adoptée par les acteurs locaux italiens après leur échec de structuration d'une politique partenariale de sécurité à l'échelle nationale.

L'observation de terrain permet donc d'« aller au fond des choses », de savoir plus, de mieux comprendre, de dire « Je ne crois que ce que je vois », pour la simple raison qu'elle met *ipso facto* la parole en contexte. L'étude du contexte permet de saisir la multipositionnalité des acteurs. Tantôt représentant d'une organisation dans un habit censé tromper le chercheur par des paroles politiquement correctes, tantôt engagé dans des relations conflictuelles sur le terrain, tantôt au niveau local, au niveau national ou au niveau européen, l'acteur adapte son discours et ces facettes multiples nous donnent la configuration réelle et complexe du réseau. En réalité, même si la boîte noire n'est jamais décryptée à 100%, au moins le chercheur peut-il avoir la certitude d'avoir atteint une *thick description*, un niveau élevé de description de la complexité du réel. Il reste certes toujours des zones d'ombre, dans tout objet de recherche : Max Weber nommait cela le *hiatus irrationalis*, ou encore postulat d'incomplétude (Weber, 1965) : il désignait par ce terme l'impossibilité de rendre compte exhaustivement de tous les éléments qui ont contribué à produire un événement donné. La multiplicité des causes et l'infinie complexité du réel le rendent de facto inépuisable par la

⁶ Le Fisu regroupe environ 80 collectivités locales italiennes intéressées aux questions de sécurité.

⁷ Le Fesu comprend des collectivités françaises, italiennes, belges, portugaises et espagnoles.

⁸ Le Fisu a soutenu une proposition de loi, déposée en 2003, qui visait à faire reconnaître à l'Etat le rôle des collectivités dans la coproduction de la sécurité et à renforcer le poids des maires, présidents de province et de région face au Préfet dans la conduite des politiques de sécurité au niveau local. Le texte est encore en cours d'examen au Parlement.

théorie. Cependant, nos démarches d'enquête nous semblent permettre une plus grande finesse d'analyse que si nous avions opté pour une démarche quantitative.

L'étude du contexte, au sens de configuration mouvante et a priori indéfinissable dans laquelle évoluent les acteurs, fait apparaître leur multipositionnalité. Tantôt représentant d'une organisation dans un habit censé tromper le chercheur par des paroles politiquement correctes, tantôt engagé dans des relations conflictuelles sur le terrain, tantôt au niveau local, au niveau national ou au niveau européen, l'individu adapte son discours en fonction de ses interlocuteurs. La mise en contexte des données qualitatives recueillies en entretien nous permet de saisir les registres divers dans lesquels les acteurs sont amenés à s'exprimer selon l'arène dans laquelle ils interviennent, et donc de mettre en lumière leur multipositionnalité. Ce sont ces facettes multiples qui nous donne la configuration réelle et complexe du réseau.

CONCLUSION

La méthode exposée comporte bien entendu des limites. En premier lieu, dans la pratique ethnographique, l'enquêteur est le réceptacle de ses propres données, et assume donc une position qui influence *ipso facto* la situation observée. Il importe de comprendre cette influence et de la restituer. Mais ce n'est qu'en s'engageant dans le terrain que le chercheur peut réellement comprendre les relations qui s'y nouent, par le fait même d'en être partie prenante, et même si cette participation entraîne une distorsion de la vue. Grâce aux périodes de sortie du terrain et à sa rigueur intellectuelle, il appartient au chercheur de corriger la chose. L'importance de l'honnêteté intellectuelle prime ici sur la certitude du chiffre. En gagnant en profondeur on perd certes, sans doute, en simplicité. Il importe donc de savoir ce que l'on cherche à mettre en lumière pour choisir la juste méthode. Mais le réel que nous cherchons à expliquer étant infiniment complexe, peut-être est-ce une erreur de vouloir en tirer des conclusions trop tranchées. En réalité, comme le narrateur du récit – le récit étant ici celui que nous faisons de la réalité – nous avons le choix entre nous dire omniscients ou subjectifs. Nous défendons cependant le point de vue que l'omniscience est réservée à des puissances supérieures, et qu'étant hommes et acteurs sociaux, nous sommes toujours acteurs de la réalité sociale. Ne nous faut-il pas accepter une certaine limite et travailler avec cette limite, plutôt que de l'ignorer ? On peut peut-être tenter de restituer la complexité du réel avec modestie, tout en étant ambitieux.

Face à ses limites, les apports de cette démarche sont néanmoins évidents : ils permettent de mieux rendre compte de la complexité du réel, qui est flexibilité et labilité, bref réseau, mais encore appartenance institutionnelle, contexte, prise de parole, et aussi mémoire (des relations interpersonnelles, interorganisationnelles) et nombre (de personnes impliquées dans un réseau). Nous nous interrogeons dès lors sur le modèle méthodologique dominant en science politique internationale, et de façon concomitante, sur la marginalisation relative des méthodes socio-anthropologiques dans notre champ. Ne constituent-elles pas un excellent complément aux analyses cherchant, parfois à tout prix, la mise en module mathématique ? L'acteur et ses motivations n'en sortent-ils pas « aplatis » ?

Pour terminer nous vous proposons de garder en tête cette image. Lors de nos travaux nous l'avons en plaisantant surnommé le « cube de Saint-Thomas ». Sa structure représente plusieurs éléments que nous avons évoqués : les études multiniveaux (plans), l'ethnographie multi-située (différents pays sur chaque plan, différentes villes sur chaque plan...), la filature de réseaux (liens entre les plans). Reste à savoir quelle est la meilleure position pour l'observer : chercher par une vision surplombante à en restituer les arcanes (mais peut-être au risque de la simplification) ou décider d'entrer dans le vif du sujet en évoluant au plus près des acteurs, à partir d'un point qui, étant une position, reste forcément aveugle, mais qui est sans doute la seule manière de faire pour qui entend « ne croire que ce qu'il voit ».

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Allison, G.T. & Zelikow, P. (1999), *The essence of decision: explaining the Cuban missile crisis*, New York: Longman, 2nd ed., 416 p.
- Barnes, J. (1954), "Class and Committees in a Norwegian Island Parish", *Human Relations*, 7: 39-48.
- Beaud, S. (1996), "L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique", *Politix*, 35: 226-275.
- Beaud, S. & Weber, F. (1997), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris: La Découverte, 327 p.
- Becker, H.S. (2002), *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris: La Découverte, 352 p.
- Cohen, S. (1999), "Enquêtes au sein d'un "milieu difficile": les responsables de la politique étrangère et de défense", In Cohen, S. (Ed.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris: PUF, 17-49.
- Cole, A. & John, P. (2000), "When do institutions, policy sectors, and cities matter ? Comparing networks of local policy makers in Britain and France", *Comparative political studies*, 33 (2): 248-268.
- Cole, A. & John, P. (2001), *Local Governance in England and France*, London: Routledge, 192 p.
- Crozier, M. & Friedberg, E. (1977), *L'acteur et le système*, Paris: Seuil, 500 p.
- De Maillard, J. (2004), *Réformer l'action publique. La politique de la ville et les banlieues*, Paris: L.G.D.J., 242 p.
- Degenne, A. & Forsé, M. (1994), *Les réseaux sociaux: une analyse structurale en sociologie*, Paris: Armand Colin, 288 p.
- Dupont, B. (2004), "Security in the age of networks", *Policing and society*, 14 (1): 76-91.
- Dupont, B. (2007), "Mapping security networks: from metaphorical concept to empirical model", In Fleming, J. & Wood, J. (Eds.), *Fighting Crime Together: the Challenges of Policing and Security Networks*, Sydney: University of New South Wales Press, 35-59.
- Elias, N. (1991), *La société des individus*, Paris: Fayard, 301 p.
- Ferrand, A. (1997), "La structure des systèmes de relations", *L'année sociologique*, 47 (1): 37-54.
- Gans, E.J. (1999), "Participant observation in the era of "ethnography"", *Journal of Contemporary Ethnography*, october: 540-548.
- Glaser, B. & Strauss, A. (1967), *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Chicago: Aldine Publishing Company, 271 p.

- Grémion, P. (1976), *Le pouvoir périphérique: bureaucrates et notables dans le système politique français*, Paris: Seuil, 477 p.
- Hassenteufel, P. (2000), "Deux ou trois choses que je sais d'elle. Remarques à propos d'expérience de comparaisons européennes", In CURAPP (Ed.), *Les méthodes au concret*, Paris: PUF, 105-124.
- Kaufmann, J.-C. (1996), *L'entretien compréhensif*, Paris: Nathan, 127 p.
- Le Galès, P. (2003), *Le retour des villes européennes*, Paris: Presses de Sciences Po, 454 p.
- Marcus, G.E. (1999), "Ethnography in/of the World System: the Emergence of Multi-sited Ethnography", *Annual Review of Anthropology*, 24: 95-117.
- McAdam, D., et al. (2001), *Dynamics of Contention*, Cambridge: Cambridge University Press, 387 p.
- Mercklé, P. (2004), *La sociologie des réseaux sociaux*, Paris: La Découverte, 121 p.
- Mucchielli, A. & Paillé, P. (2003), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris: Armand Colin, 211 p.
- Simmel, G. (1999), *Sociologie. Essai sur les formes de socialisation*, Paris: PUF, ed. originale 1908, 756 p.
- Weber, M. (1965), *Essai sur la théorie de la science*, Paris: Plon, 539 p.
- Wellman, B. (1988), "Structural Analysis: From Method and Metaphor to Theory and Substance", In Berkowitz, S. (Ed.), *Social Structures: A Network Approach*, Cambridge: Cambridge University Press, 19-61.
- Wellman, B., et al. (1988), "Networks as personal communities", In Berkowitz, S. (Ed.), *Social structure, a network approach*, Cambridge: Cambridge University Press, 130-184.